



# Eco-tidien

Journal d'information économique et financière

Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011

Directeur de la publication: ABEGOUMEGNE Bertrand

ECO-TIDIEN • N°004 DU 25 MARS 2024

400FCFA

Continuant sur la problématique du financement des PME, une autre piste qui peut être explorée afin d'y faire face, est le recours à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC). P.3



## INCLUSION FINANCIERE

# La Bvmac peut-elle être une alternative crédible au financement des PME ?

### PERTURBATION CLIMATIQUE

#### Les secteurs de l'économie les plus exposés aux fortes précipitations

Dans son dernier bulletin périodique des prévisions météorologiques, l'Observatoire national sur les changements climatiques (Onacc) annonce une augmentation considérable des pluies à travers le pays sur les trois prochains mois. Cette situation ne sera pas sans conséquence sur l'économie camerounaise, déjà perturbée par l'instabilité du calendrier agricole. P.6



### BOISSONS DU CAMEROUN

#### 21 milliards Fcfa pour l'extension de son usine de Yaoundé

La Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), le marché financier unifié de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale), veut fractionner pour faciliter la participation des populations à faible revenu au marché financier. P.7



### ASSURANCE VIE

#### Wafa Cameroun porte le marché de l'assurance avec une progression de 23,72%

Avec la meilleure performance du marché en 2023 Wafa assurances vie Cameroun porte le marché camerounais de l'assurance Vie qui a progressé de 1,3%, sa plus faible progression depuis une décennie. L'assureur marocain précise son ambition de jouer les premiers rôles. P.8





## La Fondation MTN et le PNUD s'associent pour construire un hub d'innovation numérique au Cameroun



Douala, le 18 mars 2024 – La Fondation MTN, première fondation d'entreprise au Cameroun, et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont scellé un partenariat historique, ce 18 mars 2024 à la Direction Générale de MTN Cameroon, en signant un mémorandum d'entente visant à promouvoir l'innovation technologique et à accélérer la transformation digitale du Cameroun.

Ce mémorandum d'entente a été signé d'une part, par la Directrice Générale de MTN Cameroon, représentante du conseil d'administration de la Fondation MTN, Mitwa Ng'ambi, et d'autre part, par la Représentante Résidente du PNUD au Cameroun, Aissata De, en présence de la Sustainability and Corporate Affairs Executive Officer du Groupe MTN, Nompilo Morafo, du Représentant Résident Adjoint du PNUD, Martin Hart-Hansen, et des experts des deux institutions. Ce partenariat se matérialisera par la construction d'un hub numérique ultramoderne. Véritable centre d'excellence, ce bâtiment offrira des espaces de travail et de collaboration à la pointe de la technologie aux jeunes entrepreneurs, étudiants et chercheurs d'emploi came-

rounais avec un accent sur les femmes. Le hub numérique proposera une gamme complète de services et d'infrastructures, notamment :

- Des formations intensives et des ateliers pratiques sur les technologies numériques les plus récentes ;
- Un espace de coworking équipé pour favoriser l'innovation et la collaboration ;
- Un espace de recherche & développement dédié à l'exploration et au test des solutions digitales innovantes pour les défis du Cameroun.

« **Ce partenariat avec le PNUD s'inscrit parfaitement dans notre engagement à soutenir l'essor du numérique au Cameroun. Jusqu'à date, environ 2,500 Camerounais dont 1,800 sont des personnes vivant avec un handicap, ont bénéficié de nos différents programmes de formation à l'utilisation des outils numériques. Le hub digital est donc une suite logique à ces formations et sera un catalyseur de l'entrepreneuriat numérique qui permettra à la jeunesse camerounaise de jouer un rôle actif dans la transformation digitale du pays...** », a déclaré Mitwa Ng'ambi, Directrice Générale de

MTN Cameroon.

« **Le Hub d'innovation numérique que nous voulons mettre en place avec MTN à Douala fait partie de notre vision qui consiste à créer un environnement propice pour les jeunes et les femmes, afin de libérer leur créativité et leur potentiel entrepreneurial. [...] Ce Hub est non seulement un catalyseur sans précédent pour l'émergence de champions parmi les jeunes, et pour le positionnement des femmes dans les STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), mais surtout un mécanisme permettant aux start-ups de surmonter les barrières de financement** », a déclaré Aissata De, Représentant Résident du PNUD au Cameroun.

La construction du hub digital est une initiative majeure qui contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable du Cameroun, notamment l'objectif 9 visant à promouvoir l'industrie, l'innovation et les infrastructures.

#### A propos de la Fondation MTN

La Fondation MTN est la toute première fondation d'entreprise créée au Cameroun, MTN Cameroon y investissant chaque année 1 % de son chiffre d'affaires. La fondation œuvre pour le bien-être des communautés au Cameroun en investissant dans l'éducation, la santé, l'environnement et le développement communautaire.

Suivez la Fondation MTN sur : <https://twitter.com/MTNFoundation> et [www.facebook.com/mtfoundation](http://www.facebook.com/mtfoundation)

#### A propos de MTN Cameroon

MTN Cameroon est une filiale du groupe MTN, représenté dans 20 pays à travers le monde,

et fournisseur de communications électroniques ainsi que de solutions de paiement au Cameroun depuis février 2000. MTN Cameroon est le leader du secteur des communications électroniques au Cameroun.

#### A propos du PNUD

Le PNUD est l'agence principale des Nations Unies dédiée au développement international et travaille dans 170 pays et territoires pour éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités. Le PNUD aide les pays à développer des politiques, des compétences en matière de leadership, des capacités de partenariat, des capacités institutionnelles et à renforcer la résilience pour atteindre les Objectifs de développement durable.

## PERFORMANCES

# GimacPay revendique 12 millions de transactions traitées en 2023

Le chiffre est en hausse par rapport à 2022, selon les chiffres publiés par le Groupement interbancaire monétaire de l'Afrique Centrale.



Le nombre de transaction est en hausse par rapport à 2022

2023 avec plus de 12 millions de transactions traitées sans incident majeur via son écosystème Gimacpay, pour un montant cumulé de plus de 600 milliards de FCFA.

Le nombre de transaction est en hausse par rapport à 2022 où le Groupement interbancaire et monétaire de l'Afrique centrale (Gimac) avait traité plus de 7,3 millions de transactions de monnaie électronique pour un montant dépassant 224,1 milliards de FCFA. Ces chiffres sont contenus dans le rapport sur les services de paiement dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) publié le 7 novembre 2023 par la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac). Ce montant a été multiplié par 10 en comparaison avec 2020, année au cours de laquelle, les transactions

interopérables se chiffraient à 1,1 million d'opérations pour un montant de 21,08 milliards de FCFA, selon les données publiées par la Beac.

En 2023, la plateforme Gimacpay a été déclarée à Addis-Abeba par AfricaNenda, comme étant l'unique switch sous régional de paiement instantané et inclusif ainsi que la plus grande évolutivité en Afrique en 2023.

« Nous avons reçu l'Awards de meilleur intégrateur monétaire africain pour l'année 2022 à Lomé au Togo. Cette année (2023 Ndlr), nous sommes dans le top 5 des Switchs qui remplissent des critères de plus grande évolutivité dans toute l'Afrique. D'ailleurs, nos quatre autres partenaires Switchs qui sont dans ce top 5 sont des Switchs nationaux » avait déclaré Valentin Mbozo'o, directeur général du Groupement interbancaire monétaire de l'Afrique Centrale (Gimac) dans une interview accordée à l'Economie.

sur son compte LinkedIn, Valentin Mbozo'o souligne qu'en zone Cemac, l'on assiste à une transformation significative avec diminution progressive de l'utilisation du cash au profit des solutions de paiement électronique. « Cette tendance s'inscrit dans une dynamique mondiale d'inclusion financière, où l'accès et l'utilisation des services financiers deviennent plus aisés grâce à la technologie. En effet, la zone Cemac connaît une croissance dans l'utilisation des services tels que le mobile money, qui facilite les transactions et soutient l'économie locale » explique Valentin Mbozo'o.

Cette transition vers le numérique martèle le directeur général du Gimac doit être accompagnée de mesures adéquates pour que tous les citoyens trouvent leur compte y compris ceux résidant en zone rurale. « Une application mobile Gimac de paiement en ligne accessible aux secteurs informels de la Cemac, réduira les transactions en espèce et facilitera les paiements numériques » souligne Abdelkerim Bourham, agent de banque.

## DIMINUTION DE L'UTILISATION DU CASH

Dans une réflexion qu'il a partagée il y a une semaine

Placide Onguéné

## FMI

# Toomas Orav, nouveau Représentant Résident de l'institution au Cameroun

Le Fonds Monétaire International (FMI) désigne un nouveau représentant résident au Cameroun. Il s'agit de Toomas Orav, selon Africa Business Plus. Le promu prendra officiellement ses fonctions à Yaoundé, la capitale politique du pays, en juin prochain. Durée de son mandat : trois ans. Le promu succède ainsi à Nicholas Staines, économiste, spécialiste de la finance et enseignant, arrivé en fin de séjour.

Originaire d'Estonie, Toomas Orav, un homme discret dont aucune image n'apparaît même sur son profil LinkedIn, est un produit du FMI. Ses 14 années d'expérience au sein du Fonds laissent paraître qu'il connaît le continent. Il a notamment passé plus de neuf années au département Afrique de l'institution, avec un regard particulier sur la Guinée Équatoriale, le Gabon et le Cameroun. Dans le cadre de ses activités, il contribue notamment à la validation du rapport relatif aux « Questions générales sur le Cameroun » en 2015. Il s'agit d'un document de base à travers lequel le FMI a recommandé au gouvernement camerounais la nécessité de supprimer le système de subvention des produits pétroliers.

Toomas Orav est diplômé de Queen's University (Canada) où il décroche un Bachelor of Arts Honours (BAH) spécialisé en économie en 1997, et une Maîtrise en sciences option économie politique au London School of Economics and Political Science (Angleterre) en 2000. Il commence sa carrière professionnelle au poste de conseiller au ministère des Affaires étrangères d'Estonie où il

passé deux années (1997 – 1999), avant d'intégrer le FMI en 2004. Le jeune économiste occupe le poste d'Operations Officer pendant six ans, puis, il est promu au département Afrique en 2010, au bureau de Washington, aux États-Unis d'Amérique.

Promu économiste senior en juin 2018, Toomas Orav a attendu moins d'un an pour être propulsé au département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation. Après près de 14 années de service au sein de l'institution de Bretton Woods, l'homme s'apprête à ajouter une nouvelle ligne à son CV. Ainsi, au Cameroun, Toomas Orav devra mener diverses activités d'information pour promouvoir une meilleure compréhension du travail du FMI et des questions macroéconomiques. Il devra également contribuer, auprès des autorités camerounaises, à identifier les leviers permettant de créer davantage d'espaces budgétaires. Ceci, afin de financer de manière efficiente les projets d'investissement prévus dans la Stratégie Nationale de Développement (SND30), afin de promouvoir une croissance économique solide et durable.

Notons que le Cameroun conduit actuellement avec le FMI un Programme Économique et Financier appuyé par la Facilité élargie de crédit et le Mécanisme élargi de crédit, couvrant la période 2021-2024. La cinquième revue de ce Programme a eu lieu en octobre-novembre 2023 et ses conclusions ont été approuvées par le Conseil d'Administration de l'institution financière qui a approuvé un décaissement de 72,7 millions de dollars (43,7 milliards de Fcfa) en faveur du Cameroun. Ce qui porte à 566,3 millions de dollars (plus de 341 milliards de Fcfa) le total des concours financiers du PEF 2021-2024 avec le Fonds.

Placide Onguéné



## ASSURANCES

# Le groupe NSIA nomme deux nouveaux DG pour ses filiales camerounaises

Au Cameroun, le groupe panafricain Nouvelle Société Interafricaine des Assurances (NSIA), leader du secteur de l'assurance en Afrique de l'Ouest, vient de nommer deux nouveaux cadres à la tête de ses deux filiales au Cameroun. William Nguimkeng et Bagneki Hugues Olivier respectivement DGA de NSIA non Vie et DGA de NSIA Vie Cameroun.



Hugues Olivier Bagneki et William Nguimkeng

Moins d'un an après avoir rejoint NSIA Assurance Cameroun, William Nguimkeng vient d'être propulsé à la tête de la branche du groupe NSIA dédiée à l'assurance non-vie. Ainsi en a décidé le Conseil

d'administration qui s'est réuni ce 20 mars à Douala, a-t-on appris de bonne source. La société dédiée à la branche vie, NSIA Vie assurances Cameroun, a également un nouveau dirigeant à savoir Bagneki

Hugues. Les deux promus occupaient les fonctions de DGA de ces sociétés avant d'être propulsés à la tête. Ils remplacent Esther Tiako qui cumulait les deux postes.

## QUI SONT LES DEUX PROMUS ?

William Nguimkeng a rejoint NSIA en juillet 2023 en tant que DGA de la compagnie d'assurances. Il était avant cela, Directeur contrôle de gestion et trésorerie à la Bicec, fonction qu'il occupait depuis 2017. Il avait notamment pour mission d'assurer la gestion quotidienne et prévisionnelle de la trésorerie de cet établissement bancaire passé sous le giron du marocain BCP en 2019. A ce titre, il a permis à sa banque de participer à plusieurs opérations de levée de fonds sur le marché Financier et Monétaire de Cemac pour le compte des Etats et entreprises publiques et privées.

Le parcours de cet ancien élève du lycée de Bandjoun n'a pourtant démarré à la Bicec qu'en 2012. Titulaire d'un Master en Administration des Entreprises option Management et contrôle de gestion obtenu à l'Université Catholique d'Afrique centrale (U ac),

William Nguimkeng intègre la Bicec d'abord comme auditeur interne. Un poste qu'il occupe pendant 51 mois avant d'être promu responsable du département « Contrôle de gestion » en mai 2016. Précisons qu'avant de rejoindre cet établissement bancaire, ce dernier a effectué un bref passage à BMS Cameroon, cabinet conseil en management et système d'information, puis à TAF Investment Group, une holding intervenant dans la construction métallique, la logistique, les gaz industriels et médicaux.

Quant à Bagneki Hugues Olivier, c'est un fin connaisseur du marché des assurances qu'il côtoie depuis une dizaine d'années. Titulaire d'un master 2 en relations internationales obtenu à l'IRIC, le camerounais cumule près de 15 ans d'expérience dans le secteur dont 11 passés chez l'assureur Coface, le géant de l'assurance-crédit et de la gestion des risques. Il pilotait les activités de plusieurs pays en Afrique de l'Ouest et centrale notamment le Cameroun. En 2020 il rejoint NSIA en tant que DGA de la branche vie.

Placide Onguéné

## BEAC

# Mit chimie augmente son capital 1 milliard de Fcfa et affiche ses ambitions

Au terme d'une récente assemblée générale mixte tenue à Douala, la capitale économique du pays, Mit chimie, la société dirigée par Emmanuel Wafo a décidé de gonfler son capital social, pour le porter de 320 millions à 1 milliard de Fcfa, Cette augmentation a été rendue possible grâce à l'incorporation des réserves.



Emmanuel Wafo PDG Mit Chimie

Mit Chimie, une société spécialisée dans les solutions d'ingénierie de transformation des matières plastiques a opéré des changements stratégiques.

En plus de l'augmentation du capital, l'entreprise a également procédé aux changements de ses statuts ; elle passe ainsi de Société à responsabilité limitée (Sarl) à une Société anonyme (SA) avec conseil d'administration. D'après Emmanuel Wafo, ces changements permettront à sa société de mieux se positionner afin de capter de nouveaux financements et décrocher des débouchés hors du Cameroun et d'étendre ses activités.

En effet, le Mit Chimie, depuis quelques années, affiche une stratégie d'expansion qui vise à augmenter ses capacités de production. L'année dernière, un investissement

de 7 milliards de Fcfa avait été mobilisé pour la production localement de 250 millions de préformes PET et 300 millions de bouchons par an. La société avait à cet effet signé avec l'Agence de promotion des Investissements (API), un accord relatif à la loi 004/2013 portant incitation à l'investissement en République du Cameroun. Grâce à cet accord, Mit Chimie devrait bénéficier d'avantages fiscaux et douaniers.

Ce groupe industriel recherche actuellement de nouveaux financements devant lui permettre de booster ses activités, d'améliorer la qualité de ses produits, afin de décrocher des certifications 9001, 14000 et 22000. En 23 ans d'existence, le groupe Mit Chimie s'est positionné comme le leader sur le marché des intrants industriels chimiques et plastiques au Cameroun. Il dispose d'une grande usine étendue sur 1 hectare à Ndogsimbi-Bassa, en plus d'une base logistique située dans l'enceinte portuaire de Douala.

responsable de nos activités. Notre objectif est de saisir de nouvelles opportunités de croissance en Afrique centrale, notamment dans le secteur des boissons gazeuses qui est en plein essor, et contribuer au développement économique de la région, tout en promouvant une gestion durable de notre activité », relève Emmanuel Wafo Foko.

Le petit groupe totalise aujourd'hui près de 300 employés, réalise un chiffre d'affaires de 12 milliards de Fcfa et détient des investissements pour plus de 10 milliards de Fcfa. Et il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. L'ambition de son groupe est de devenir à court terme un acteur africain majeur écoresponsable dans la production des emballages variés pour les différentes industries, mais aussi un champion régional dans la logistique et le transport.

Cédric Boyomo

## AMBITIONS

« Nous souhaitons offrir une excellence industrielle tout en assurant la promotion d'une gestion

## FINANCEMENTS

# Les crédits aux entreprises en hausse de près de 424 milliards de Fcfa au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023

Entre avril et juin 2023, les banques et établissements financiers en activité au Cameroun ont accordé aux entreprises des crédits d'un montant total de 1 311,6 milliards de FCFA.

Selon les données de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), l'institut d'émission des six pays de la Cemac (Cameroun, Congo Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale), ce volume de crédits est en hausse de près de 424 milliards de FCFA (+47,7%) en glissement annuel. En effet, les entreprises n'avaient reçu que 887,9 milliards de FCFA de concours bancaires au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022, selon la BEAC.

Cette augmentation plutôt importante des crédits bancaires au bénéfice des entreprises démontre une certaine inefficacité de la politique monétaire restrictive mise en place par la banque centrale depuis 2022, à l'effet de combattre l'inflation dans la zone Cemac. Matérialisée par des relèvements répétés des taux directeurs de la banque centrale, la suspension des opérations d'injection de liquidité dans le système bancaire et l'accroissement des volumes de ponction de la liquidité dans les banques, cette stratégie visait à assécher les établissements de crédit pour restreindre les financements bancaires.

Mais, de l'aveu même de celui qui était encore gouverneur de la BEAC à cette époque, les banques avaient trouvé une parade pour échapper à ce durcissement de la politique monétaire. S'exprimant le 23 juin 2023 au sortir d'une session du comité de politique monétaire de la BEAC, Abbas Mahamat Tolli avait révélé que face à la politique monétaire restrictive, les banques s'étaient rabattues sur le marché secondaire des titres publics, où les transactions interbancaires via la pension livrée avaient alors explosé.

La pension livrée est un mécanisme qui permet aux banques de se prêter de l'argent entre elles, grâce à la mise en garantie des titres publics détenus par l'emprunteur. Cette transaction exige la signature d'une convention-cadre entre les parties. Celle-ci permet au prêteur de se voir automatiquement transférer la propriété des titres mis en garantie par l'emprunteur, une fois la date du remboursement de la créance échue. « On n'a même pas besoin d'aller

propriété », fait remarquer un cadre de la banque centrale.

Cette sécurité qu'offre la pension livrée permet ainsi aux banques d'échapper aux restrictions autour de la liquidité imposée par le pilotage de la politique monétaire, en se serrant les coudes entre elles. Ce qui leur permet de continuer à financer les agents économiques, contrairement aux visées de la politique monétaire restrictive mise en place par la banque centrale.

Omer Kamga



Siège de la BEAC à Yaoundé

## FARINES LOCALES

# Entre ambition et réalité des producteurs

La promotion des farines locales au Cameroun, visant à réduire la dépendance aux importations de blé, se heurte à des défis significatifs, malgré les ambitions initiales et les efforts déployés par le gouvernement. Alors que les importations de blé ont coûté à l'État des milliards de Fcfa au cours des dernières années, les projets visant à développer la production de farines locales sont confrontés à des obstacles majeurs..



La production locale de farine à base de tubercules

En 2019, le gouvernement camerounais avait lancé plusieurs initiatives pour promouvoir la production locale de farine à base de tubercules tels que le manioc, l'igname et les patates douces. Cependant, ces projets n'ont pas encore atteint leurs objectifs, principalement en raison du déficit de production de matières premières. La transformation en grande quantité des tubercules en farine est entravée par la forte consommation de ces produits par les ménages, ce qui limite l'excédent disponible pour l'industrie.

Malgré les défis, les autorités publiques restent engagées envers ces projets, conscients de l'importance de réduire la dépendance aux importations de blé. Des solutions palliatives sont proposées, notamment la création d'espaces dédiés à la culture des tubercules destinés à la production de farine, ainsi que la mutualisation de la farine de tubercules avec la farine de blé sur le marché. L'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) bénéficie également d'une subvention spéciale pour stimuler la production et la transformation locales du blé au Cameroun, offrant

ainsi un soutien financier pour renforcer l'industrie locale.

Cependant, la réalisation de ces projets prendra du temps et nécessitera des investissements importants en termes de moyens techniques et financiers. De plus, la qualité et la quantité de farine produite à partir de tubercules sont encore inférieures à celles du blé importé, ce qui représente un défi supplémentaire pour l'industrie locale.

Malgré ces obstacles, les efforts pour promouvoir les farines locales au Cameroun se poursuivent, avec l'objectif de stimuler la production agricole nationale, de réduire les coûts d'importation et de renforcer la sécurité alimentaire du pays.

Christian Adong

FINANCES

# Les banques européennes désinvestissent l'Afrique

Les rumeurs vont bon train sur un départ du Maroc de la Société générale. Alors que les établissements occidentaux quittent peu à peu le continent, les acteurs locaux ne cessent de monter en puissance.

C'est le nouvel épisode d'un phénomène qui s'accélère depuis quelques mois : les velléités de retrait du Maroc prêtées à la Société générale s'inscrivent dans un vaste mouvement de désengagement des banques françaises et européennes en Afrique. Selon des rumeurs qui agitent la place financière du royaume depuis début mars, le groupe français pourrait céder sa filiale, la Société générale Maroc, à l'ancien ministre marocain de l'industrie et patron du groupe d'investissement Saham, Moulay Hafid Elalamy.

Si cette sortie se confirme, elle s'ajouterait aux départs déjà annoncés dans six pays africains (Burkina Faso, Congo-Brazzaville, Guinée équatoriale, Mauritanie, Mozambique et Tchad), depuis l'arrivée de Slawomir Krupa à la tête de la banque tricolore, en mai 2023. La Société générale reste pour l'heure bien positionnée en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée...), mais elle a ouvert une « réflexion stratégique » sur l'avenir de sa filiale en Tunisie.

Le groupe n'est pas seul à réduire la voilure en Afrique. Son concurrent BNP Paribas y a sérieusement revu à la baisse ses activités depuis

cinq ans, en cédant bon nombre de ses participations (Sénégal, Mali, Gabon...), tout comme BPCE, qui a quasiment soldé son dispositif africain dès 2018. Même tendance chez les banques britanniques. Après plus d'un siècle de présence sur le continent, Standard Chartered a vendu en 2023 cinq de ses filiales africaines et envisage de quitter son dernier marché, la Côte d'Ivoire. Sa rivale Barclays avait déjà mis la clé sous la porte africaine en 2022, avec la cession des 7,4 % qui lui restaient au capital de la banque sud-africaine Absa.

### DES ÉCONOMIES LARGEMENT INFORMELLES

Il semble loin le temps où l'Afrique était perçue comme un marché à fort potentiel par la communauté financière occidentale. Au début des années 2000, les taux de croissance échevelés du continent, sa démographie en plein essor et les perspectives d'émergence d'une nouvelle classe moyenne attisaient les convoitises. Mais la succession de crises – contre-choc pétrolier, Covid-19, guerre en Ukraine –, sur fond d'instabilité politique et sécuritaire, a douché l'enthousiasme.

In Le Monde



## SECTEUR BANCAIRE

# Fermeture de 145 agences bancaires ont en 2023 au Maroc

En 2023, les banques marocaines ont fermé 145 agences et n'en ont ouvert que 42 nouvelles, ramenant le réseau total en activité à 5.811 agences. Les banques participatives sont les seules à résister à la contraction du maillage physique, via l'ouverture de 6 nouvelles agences.



Siège de la Bank Al Maghreb

Dans la continuité de l'année 2022 et ses 189 agences bancaires closes, le réseau physique des banques marocaines poursuit sa contraction, au profit de la digitalisation galopante du parcours client. En 2023, 145 agences bancaires ont ainsi fermé leurs portes, un effectif loin d'être compensé par l'ouverture de 42 nouvelles agences, indique une publication de Bank Al-Maghrib sur l'implantation bancaire en 2023. Résultat, le nombre total des agences bancaires en activité a été ramené à 5.811, dont 5.606 affiliées à des banques conventionnelles, 9 appartenant à des banques offshore et 196 à des

banques participatives.

De quoi aggraver la densité bancaire au Maroc qui est passée, au terme de l'année écoulée, à 4.791 personnes (adultes de 15 ans et plus) par agence bancaire, contre 4.575 en 2022. Les régions de Draa-Tafilalet et Marrakech-Safi avouent la densité bancaire la plus élevée du pays, avec respectivement 8.793 et 7.181 personnes par agence, alors que les régions de Casablanca-Settat et de l'Oriental profitent des densités les plus faibles, avec respectivement 3.497 et 3.685 personnes par agence.

Les fermetures d'agence en 2023 n'ont concerné que les banques conventionnelles, alors que le réseau des banques participatives s'est renforcé de 6 nouvelles ouvertures. Par zone géographique, la région Casablanca-Settat concentre plus de 36% des fermetures d'agences (53 fermetures), suivie de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (22) et Rabat-Sale-Kenitra (19).

Par groupe bancaire, c'est Société Générale Maroc qui a fermé le plus grand nombre d'agences (49

agences), suivie d'Attijariwafa bank (33 agences), Bank Of Africa (28 agences), BMCI (20 agences) et Crédit populaire du Maroc (ou Banque populaire, avec 15 agences).

À l'opposé, c'est CIH Bank qui en a ouvert le plus (11 agences), suivi d'Al Barid Bank (9 agences) et Attijariwafa bank (4 agences). Le classement des groupes bancaires selon de la taille de leur réseau s'en trouve modifié: Banque populaire reste en tête avec 1.372 agences, alors qu'Al Barid Bank, avec 950 agences, prend la deuxième place en doublant Attijariwafa bank (928 agences).

André Noir

## INCLUSION FINANCIERE

# La Bvmac peut-elle être une alternative crédible au financement des PME ?

Continuant sur la problématique du financement des PME, une autre piste qui peut être explorée afin d'y faire face, est le recours à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC).

La Bvmac est investie, à titre exclusif, de la mission de service public d'organisation, d'animation et de gestion du Marché Financier Régional. Elle peut à travers les actions et les obligations qui seront émises, favoriser la mobilisation de l'épargne intérieure et extérieure nécessaires au financement des activités économiques.

Contrairement à ce qu'on peut penser, la BVMAC n'est pas là que pour les grandes entreprises et les Etats qui ont besoin de capital. Il y existe un compartiment pour les PME (Compartiment actions). Si l'idée de permettre aux PME d'avoir accès aux financements via la BVMAC est bonne, il faut se poser la question du respect des critères d'éligibilité pour y parvenir. Entre autres:

- Capitalisation boursière minimale
- Fonds propres minimum
- Chiffre d'affaires
- Contrôle des comptes
- Etc.

Dans un environnement où la qualité de l'information (concernant les entreprises) laisse encore à désirer, plusieurs PME se retrouveront d'office exclues des

possibilités offertes par la BVMAC. En outre, il faut aussi tenir compte de la méconnaissance de ce mode de financement par les PME locales.

Un réel travail tant d'éducation/information que d'amélioration des conditions d'ouverture aux PME locales attend donc les équipes de cette institution afin que la BVMAC soit un acteur de poids dans le financement des PME et par ricochet de l'économie camerounaise et des pays de la CEMAC.

La note d'espoir est que la recherche d'opportunités de financement via la BVMAC peut permettre de:

- Mieux structurer nos PME
- Améliorer la gouvernance
- Obtenir des informations fiables et de meilleure qualité

Au-delà de ce qui est fait jusqu'à présent, la BVMAC explore d'autres pistes pour intéresser plus de personnes et attirer plus d'investisseurs au marché boursier. Ce qui *in fine* permettra aux entreprises (y compris les TPE/PME) d'avoir accès à plus de financements. Il s'agit entre autres des souscriptions par Mobile Money et du fractionnement des actions.

A chaque acteur de jouer son rôle et de faire le nécessaire à son niveau afin que toutes les parties tirent pleinement profit des opportunités présentées par la BVMAC et les économies du Cameroun et de la CEMAC.

A.N



Il y existe un compartiment pour les PME à la BVMAC

## PERTURBATION CLIMATIQUE

# Les secteurs de l'économie les plus exposés aux fortes précipitations

Dans son dernier bulletin périodique des prévisions météorologiques, l'Observatoire national sur les changements climatiques (Onacc) annonce une augmentation considérable des pluies à travers le pays sur les trois prochains mois. Cette situation ne sera pas sans conséquence sur l'économie camerounaise, déjà perturbée par l'instabilité du calendrier agricole.



Risque élevé de dégradation des infrastructures

L'économie camerounaise pourrait connaître un coup sur les trois prochains mois. Selon le bulletin de l'Onacc, cette période pourrait connaître des quantités et cumuls de précipitations supérieures à la moyenne de 500 à 650 millimètres de pluies, et d'accumulations du nombre de jours de pluies, allant jusqu'à 60 jours, notamment dans les régions du Centre, Sud, Est, Littoral, Sud-Ouest et Ouest. Plus précisément à Monatéle, Yaoundé, Lolodorf, Ebolowa, Sangmélima, Ambam, Abong Mbang, Douala, Buea, Ngaoundéré, Foumbot et Bafoussam. Le thermomètre affichera durant cette période

par l'Onacc pourraient causer l'augmentation du lessivage des sols cultivés, réduisant la fertilité des sols. Par conséquent, « les agriculteurs et agricultrices déploieront plus d'efforts pour un faible rendement », soutient-elle. Cet état de fait pourrait entraîner une augmentation du prix des denrées alimentaires dans un contexte où le pouvoir d'achat s'amenuise au fil des années. « La situation est plus critique pour les femmes riveraines des agro-industries, de l'exploitation minière et forestière car ces dernières ont un accès très restreint aux terres, l'exploitation des

24°C à 25°C.

S'il est établi que la situation climatique du Cameroun révèle une vulnérabilité face aux changements climatiques, l'impact que cela pourrait avoir sur les secteurs clés de l'économie notamment, l'agriculture, l'élevage, la santé, l'eau et l'énergie, le tourisme, etc. n'est pas négligeable.

Lessivage des sols cultivés  
D'après Stella Tchoukep, spécialiste des questions environnementales et chargée de la Campagne Forêt chez Greenpeace Afrique, les fortes précipitations annoncées

ressources naturelles en elle-même cause d'importants dégâts environnementaux. Les fortes précipitations ne feront qu'accroître davantage leur vulnérabilité puisqu'elles n'ont pas de moyens pour les mesures d'atténuation ou de mitigation », nous fait savoir Stella Tchoukep.

Augmentation du taux d'infection dans le secteur de l'élevage  
Dans le secteur de l'élevage, l'on pourrait assister à l'augmentation du taux d'infection et d'infestation dus aux virus et aux bactéries. « De fortes pluies pendant trois mois signifient le retour des maladies virales et donc la contamination exponentielle de ferme en ferme. Comme dans le secteur de l'agriculture, il y aura une augmentation du coût de production mais une baisse d'écoulement des produits sur le marché », fait savoir la chargée de la Campagne Forêt chez Greenpeace Afrique, une ONG qui milite pour la protection de l'environnement. En matière de tourisme les précipitations annoncées pourraient entraîner l'obstruction des voies d'accès aux sites touristiques. Migration des animaux hors des dites touristiques, inondations des bassins de natation. Toute chose qui va ralentir les activités.

Sur le plan environnemental, « les fortes pluies donneront encore l'occasion de contempler la beauté catastrophique de la pollution plastique : les déchets plastiques se retrouveront là où il ne faut pas (rivières, lacs, caniveaux). On pourrait aussi assister à un taux de braconnage élevé, puisque les éco-gardes ne

seront pas en mesure d'effectuer leur travail avec l'efficacité habituelle », regrette-t-elle.

Risque élevé de dégradation des infrastructures  
Pour ce qui est des Travaux publics, l'environnementaliste relève un risque élevé de dégradation des infrastructures diverses : routes, ponts, busés etc. « En temps normal, les usages se plaignent de la mauvaise qualité des infrastructures à cause de leur fort taux de dégradation et du temps pris pour leur restauration. Avec de fortes pluies, le phénomène s'accroîtra, et le calendrier de remise à niveau des infrastructures – s'il en existe – sera perturbé », fait-elle savoir.

De manière globale, tous les secteurs clés de l'économie seront touchés négativement si les prévisions climatiques sont justes. Pour limiter les dégâts, Stella Tchoukep suggère que des mesures soient prises à un niveau stratégique et à un niveau opérationnel. « Les départements ministériels sectoriels doivent prendre la mesure de la chose et intégrer le facteur climatique dans leur planification, leur budgétisation et la recherche des partenariats. Au niveau opérationnel, ils doivent tout simplement passer à l'action : cela consiste entre autres, en la sensibilisation de la population ou de leurs usagers et à l'implémentation des mesures de mitigation ou d'atténuation dont le bulletin de prévisions des paramètres climatiques des mois de mars, avril et mai fait l'économie », propose-t-elle.

## TRANSPORT FERROVIAIRE

# Le plan quinquennal n°2 établi à environ 400 milliards de Fcfa

La session extraordinaire du Comifer tenue le 21 mars dernier a permis de faire un état des lieux des réalisations effectuées dans le cadre du plan quinquennal n°1 ainsi qu'évaluer le niveau de mise en œuvre du PQ2. Le programme quinquennal n°1 a été clôturé au cours de l'année 2023.



Le Comité interministériel du chemin de fer s'est réuni en session extraordinaire, le 21 mars 2024 à Yaoundé. Il était question au cours des assises d'examiner le Plan quinquennal n°2 et la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée y associée. Notamment, l'état de mise en œuvre des diligences liées à la préparation dudit programme, spécialement

le renouvellement des lignes ferroviaires Douala- Yaoundé et Béalabo-Ngaoundéré. Lesquelles assises ont abouti à l'adoption du PQ2, et de sa convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.

La session extraordinaire du Comifer tenue le 21 mars dernier a permis de faire un état des lieux des réalisations effectuées dans le cadre du plan quinquennal n°1 ainsi

qu'évaluer le niveau de mise en œuvre du PQ2. Le programme quinquennal n°1 a été clôturé au cours de l'année 2023. Il a permis « d'entamer le renouvellement de la voie, la réhabilitation de certains ouvrages ainsi que la modernisation du système de signalisation et de régulation du trafic », a indiqué Jean Ernest Masséna Ngallé Bibé, ministre des Transports.

Pour le PQ2 les travaux retenus sont le renouvellement des lignes Belabo-Ngaoundere (PRBN) et le Projet Régional pour l'Amélioration de la performance du corridor rail/route Douala-N'Djamena (PCDN), « dont la phase préparatoire est ce jour pratiquement achevée, avec la disponibilité de tous les financements incombant à l'Etat du Cameroun, nous permettront à terme d'avoir la totalité du Transcam entièrement renouvelée, conduisant ainsi à une nette amélioration des performances sur le réseau », a précisé le MINT.

Ledit plan va s'étendre de 2024 à 2029, pour un montant d'environ 400 milliards FCFA. Le directeur des transports ferroviaires a

d'ailleurs annoncé le démarrage imminent de ces travaux.

Le programme concerne également l'acquisition de 60 nouvelles voitures ainsi que des locomotives. « Jusqu'à ce jour c'était un projet mais au cours de cette session qui vient de s'achever, ledit programme a été adopté. Le programme concerne les projets d'infrastructure avec le renouvellement programmé de la ligne entre Douala-Yaoundé, Belabo-Ngaoundéré. Les travaux vont bientôt démarrer », a expliqué Claude Misse Ntone. Le DTF a également apporté des détails sur le financement. Avec la signature le 15 février 2024, de l'accord de financement avec la Banque mondiale, la phase de financement a été bouclée avec les 232,1 millions d'euros pour la composante ferroviaire entre Douala-Yaoundé. Le même exercice avait déjà été finalisé avec l'AFD, la BEI et l'UE, pour les 255 millions d'euros qui constituent la part réservée à Belabo-Ngaoundéré.

Cédric Boyomo

## BANQUE

# La Régionale Bank devient officiellement la première banque agricole au Cameroun

*L'ambition de la 18e banque agréée au Cameroun s'est récemment matérialisée en procédant à l'inauguration d'une agence spécialement dédiée au financement des acteurs du monde rural dans la réalisation des projets agro-pastoraux.*

L'institution financière vient de lancer sa première agence exclusivement dédiée au financement des acteurs de monde rural ainsi que les porteurs de projets agro-pastoraux dans le développement de leurs projets agricoles. L'enseigne située en face de la Chambre d'agriculture, des pêches et de l'industrie animale (Capef) de Yaoundé a été inaugurée ce jeudi, au cours d'une cérémonie présidée par le ministre des Finances Louis Paul Motaze qu'accompagnaient plusieurs autres membres du gouvernement.

Ainsi, selon l'Administrateur directeur général de cet établissement de crédit, Charles Rollin Ombang Ekath, le besoin de se lancer dans le financement des chaînes de valeurs agricoles est né d'une volonté de contribuer à l'essor de l'économie camerounaise à travers ce secteur. « Le financement de l'agriculture demande certaines spécificités qui sont liées à l'activité. Voilà pourquoi nous recrutons des ingénieurs et nous les formons pour qu'ils soient des banquiers. Nous proposons également des produits qui soient adaptés à ce secteur ; des produits pour chaque cible à savoir les élites, les femmes et les jeunes, afin que chaque Camerounais soit impliqué et puisse produire quelque chose. Voilà pourquoi nous avons décidé de nous engager là-dedans », a déclaré le patron de la 18e banque agréée au Cameroun. Si le dirigeant n'a pas dévoilé le montant de l'enveloppe de départ qui est mise à la disposition des futurs clients, reste que la banque entend octroyer des crédits aux projets agricoles pour un coût minimum de 2 millions de Fcfa et ayant une maturité d'au moins un an.

« Une agence n'a pas de capital particulier, a expliqué Charles Rollin Ombang Ekath. Le capital de la banque, c'est la banque. Nous allons lever des lignes pour financer l'agriculture, mais nous collectons aussi l'épargne des clients. Nous avons besoin de beaucoup de ressources ». L'initiative de La Régionale Bank rente en droite ligne avec la politique du gouvernement camerounais et pour laquelle le Premier ministre a signé le 22 mars 2023, un arrêté portant création, organisation et fonctionnement du fond de facilitation de l'offre de crédit pour le développement des chaînes de valeurs agricoles de l'élevage et de l'agriculture, a laissé entendre le ministre des Finances (Minfi). Louis Paul Motaze a profité de l'occasion pour réaffirmer la volonté du gouvernement à accompagner cette initiative privée qui « vient lever les verrous qui plombent le développement de l'agriculture au Cameroun ».

## PIONNIÈRE DANS L'AGRI-BANKING

« L'économie du pays est essentiellement basée sur l'agriculture, a déclaré le Minfi. Mais le problème principal qui se pose est celui du financement de ce secteur, parce que l'agriculture est un secteur un peu particulier et les banques classiques rechignent à financer les projets agro-pastoraux. Lorsque nous voyons une initiative comme celle-ci, une banque qui fait œuvre de pionnier en s'engageant sur ce terrain-là, nous ne pouvons que l'accompagner ». En ce qui concerne la qualité de la banque, le membre du gouvernement a suggéré à l'établissement de veiller à un accompagnement sérieux

des promoteurs des projets agro-pastoraux afin que ces projets soient bien menés et qu'il y ait un retour.

## PLAIDOYER POUR DES PRÊTS À FAIBLE TAUX D'INTÉRÊT

Pour sa part, le ministre de l'Agriculture a sollicité de la banque, d'octroyer des prêts à de faibles taux aux porteurs de projets agricoles en raison du fait, dit-il, que l'agriculture ne peut s'accommoder aux taux d'intérêts élevés. « L'activité agricole requiert un financement spécifique et le crédit agricole ne peut être à court terme. Il y a un temps de rentabilité. Je lance un appel à toutes les institutions financières de continuer à faire confiance à l'agriculture car la terre ne trahit jamais et elle paiera toujours ses dettes », a déclaré Gabriel Mbaïrobo. La Régionale Bank prévoit la mise en place d'autres agences spécialisées dans le financement de l'agriculture et de l'élevage, dans un avenir proche.



PAGE 7 L'initiative de La Régionale Bank rente en droite ligne avec la politique du gouvernement camerounais

## ASSURANCES

# Chanas Vie intègre la Fanaf

*A l'issue de la 48ème assemblée générale de la Fédération des Sociétés d'Assurances de droit national africaines (Fanaf), tenue du 18 au 22 février 2024, à Nouakchott, en Mauritanie, l'organisation a copté trois nouveaux membres parmi lesquels Chanas Assurance Vie.*



PAGE 7 Chanas Assurance Vie parmi la vingtaine de sociétés camerounaises déjà membres de la Fanaf

De nombreuses résolutions ont été adoptées au terme des travaux de la 48ème Assemblée générale de la Fanaf. Placée sous le thème « L'assurance au service du développement économique et social de l'Afrique », elle s'est tenue du 18

au 22 février derniers, en Mauritanie. Le communiqué final classe au rang des décisions, l'approbation des demandes d'adhésion de trois sociétés, dont Chanas Assurances Vie du Cameroun. Ce tableau est complété par Coris Assurances (Côte d'Ivoire) et Générale Assistance (Tunisie).

La société d'assurances vient ainsi rejoindre la vingtaine de sociétés camerounaises déjà membres de la Fanaf. Les autres résolutions concernent l'adoption du rapport du bureau exécutif sur les activités menées au cours de l'exercice 2023, l'approbation des comptes annuels

2023, l'approbation du plan d'action 2024, l'adoption du budget 2024 arrêté à la somme de 777,7 millions FCFA (1,3 million USD) en recettes et en dépenses, le maintien de la cotisation annuelle de chaque société membre à 2,5 millions FCFA (4 120 USD) payable avant le 31 mai 2024

et le paiement d'une subvention de 20 millions FCFA (32 960 USD) à l'Institut International des Assurances (IIA) de Yaoundé au titre de l'année 2024. Toutefois, cette édition de l'AG a enregistré deux retraits volontaires. Notamment, Sanlam Assurance (Guinée-Conakry) et Sanlam Assurance Gabon.

Il était question au cours de ces assises de rappeler les efforts de l'Afrique pour le développement optimal du secteur des assurances ; inciter tous les pays africains à s'y intéresser davantage, car ce secteur est porteur de croissance ; poursuivre l'élargissement de la Fanaf en termes de membres qui se situent à ce jour à plus de 209 sociétés ; présenter des dispositifs, des stratégies, des plans d'actions et des modèles d'affaires, existants ou à envisager. La 49ème Assemblée générale de la Fanaf se tiendra en février 2025 à Marrakech, au Maroc.

Cédric Boyomo

## BOISSONS DU CAMEROUN

# 21 milliards Fcfa pour l'extension de son usine de Yaoundé

*La nouvelle infrastructure inaugurée hier, jeudi 21 mars 2024, vise à augmenter de 18% la fabrication des boissons et de 31% leur conditionnement avec l'installation d'une chaîne mixte (bières, alcools mixtes et boissons gazeuses) d'une cadence de production de 35 000 bouteilles à par heure.*

Le ministre du Commerce (Mincommerce), Luc Magloire Mbarga Atangana a présidé hier, la cérémonie d'inauguration de l'extension de l'usine des Boissons du Cameroun dans la ville de Yaoundé. Cérémonie à laquelle ont pris part le Directeur général des Boissons du Cameroun, Stéphane Descazeaud, l'Ambassadeur de France au Cameroun, Thierry Marchand, les ministres du Travail et de la sécurité sociale (Mints), Grégoire Owona, de l'Emploi et de la formation professionnelle (Minefop), Issa Tchirima et Fuh Calistus Gentry, ministre par intérim des Mines, de l'industrie et du développement technologique (Minmidt), les autorités diplomatiques, administratives, traditionnelles et religieuses.

Financée sur fonds propres à hauteur de plus de 21 milliards FCFA, la nouvelle usine vise principalement à augmenter de 18% la fabrication des boissons et de 31% leur conditionnement avec l'installation d'une chaîne mixte (bières, alcools mixtes et boissons gazeuses) d'une cadence de production de 35 000 bouteilles par heure. Outre cela, cet outil de production permettra d'augmenter la capacité de l'usine de Yaoundé, actuellement en déficit de 850 000 hectolitres (HL) pour passer de 2,8 Mhl à 3,6 Mhl.

La réalisation de cette infrastructure a duré 8 mois (de mai 2023 à janvier 2024) avec : une forte mobilisation des compétences tant internes qu'externes, une équipe projet de

44 personnes du côté des Boissons du Cameroun, ainsi que 48 sociétés de prestation des services locales.

Ce projet a déjà permis de créer 74 emplois, dont 51 postes permanents, et 53 postes sont encore à pourvoir dans les mois qui viennent pour un total de 127 emplois. Tout cela pour répondre à un double objectif. Notamment la demande croissante du marché des boissons en général, et la demande du gouvernement de produire et distribuer la bière Guinness dans les autres régions et pas seulement dans la région du Littoral, en conformité avec les engagements pris lors de l'acquisition de Guinness Cameroun S.A par le groupe Castel il y a tout juste 1 an.

Au total, ce sont 2,5 M HL de conditionnement de bouteilles en verre consignés qui seront ajoutés dans les 12 mois qui viennent, représentant une augmentation de plus de 30% par rapport à la situation actuelle. « Car oui, le groupe CASTEL et Boissons du Cameroun croient au verre, emballage recyclable à l'infini. Notre ambition n'est rien moins que de diminuer les emballages en PET, véritable fléau au Cameroun, et de les remplacer par du verre, notamment dans les lieux de consommation sur place », a précisé Stéphane Descazeaud dans son discours de circonstance.

Omer Kamga



PAGE 7 la nouvelle usine vise à augmenter de 18% la fabrication des boissons

## RESPONSABILITE SOCIALE

## « One Goal Alliance » pour le bien être des communautés locales

Dans le souci de mutualiser leur effort pour un impact fort important, les entreprises, Dangote Cement Cameroon, géant de la production du ciment de qualité, Chanas Assurances, l'un des leaders du marché des assurances, Huawei, le géant chinois des télécommunication, IHS Towers, MTN Cameroon, MW DDB Cameroun, et la banque panafricaine UBA, se sont réunis lundi 18 mars 2024 à Douala, dans le but de matérialiser officiellement la plateforme « One Goal Alliance ».



Mettre en commun leurs ressources afin de contribuer davantage au progrès socioéconomique du Cameroun

C'est un acte fort que vient de poser les membres fondateurs de la plateforme « One Goal Alliance », une coalition d'entreprises pour contribuer davantage au bien-être des communautés au Cameroun. Par cet acte, « nous nous engageons à unir nos forces pour faire avancer nos efforts collectifs en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) sur des projets sélectionnés » réagit spontanément Bertrand Mbouck, Directeur générale de Dangote Cement Cameroon au sortir de cette rencontre qui a mobilisé une centaine de managers d'entreprises de Douala et d'ailleurs.

Selon le communiqué mis à disposition par les membres de la coalition, l'objectif de cette alliance pour ces entreprises est de mettre en commun leurs ressources afin de contribuer davantage au progrès socioéconomique du Cameroun. Les programmes et les initiatives à venir dans le cadre de cette plateforme de collaboration seront alignés sur les priorités des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, ainsi que sur les recommandations de la Stratégie

Nationale de Développement 2020-2030 du Gouvernement camerounais. Ainsi donc les domaines d'intervention seront prioritairement axés sur l'éducation, la santé, la disponibilité d'eau potable, l'inclusion des communautés vulnérables, la préservation de l'environnement et l'éthique en affaires.

« Cette convention témoigne de notre engagement à créer ensemble un avenir durable. En mettant en commun nos ressources, nos connaissances et notre expertise, nous sommes prêts à saisir de nouvelles opportunités et à relever les défis environnementaux, sociaux et de gouvernance » indique Anie Ekeme, Directrice générale adjointe de la banque panafricaine UBA Cameroon.

Les efforts conjugués d'une coalition d'entreprises structurée et consciente de leur rôle responsable au sein des populations ne peuvent que produire des mutations positives au sein de ces communautés. « Nous croyons qu'en harmonisant nos efforts, nous pouvons créer un effet d'entraînement de changement positif dans les industries et

les communautés au Cameroun » rassure Léonce Augou directeur général de Chanas Assurances.

En sa qualité de porte-parole de l'initiative « One Goal Alliance », Mitwa Ng'ambi, DG de MTN Cameroon révèle que « Cette initiative regroupe des entreprises socialement engagées pour le bien-être des communautés, au-delà de leur cœur de métier. Nous avons choisi de mutualiser certaines de nos ressources et nos expertises respectives, travailler ensemble, pour faire une plus grande différence ensemble ».

L'initiative One Goal Alliance s'inscrit ainsi dans le contexte socio-économique du Cameroun, marqué par des défis majeurs et des attentes fortes des communautés. La plateforme reste donc ouverte à toutes les entreprises qui partagent ces valeurs. En travaillant main dans la main, la coalition entend obtenir des résultats plus significatifs et durables que jamais.

André Noir

## CIMENT

## Cimpor débute la commercialisation des premiers sacs sorties de son usine de Kribi

Cette nouvelle unité de production installée sur la zone industrielle du Port en eau profonde de Kribi contribue rejoint le hit-parade des producteurs en activité au Cameroun aux côtés de Dangote Cement, Cimaf, Medcem Cameroun, Mira S.A et Cimencam.

De juillet 2023 à février 2024, le marché camerounais du ciment a été doté de nouveaux produits issus de l'unité de production de Cimpor Cameroun installée dans la zone industrielle du Port de Kribi. De cette nouvelle usine, filiale du cimentier portugais Cimpor, sont sorties environ 667 000 tonnes de ciment durant la période sous revue apprend EcoMatin. « L'usine a une capacité de production d'1 million de tonne de ciment par an. C'est-à-dire que nous produisons et commercialisons près de 83 milles tonnes par mois depuis juillet 2023 », précise une source au sein de l'entreprise.

Ainsi, l'usine de Cimpor rejoint cinq multinationales au hit-parade des producteurs en activité au Cameroun. Il s'agit notamment de Dangote Cement qui, avec 1,323 million de tonnes de ciment vendus à fin 2023, contrôle 33% de parts de marché local ; la société marocaine Ciments de l'Afrique (Cimaf) dont la nouvelle ligne

de production devrait permettre à la filiale locale de tripler sa production annuelle de ciment au Cameroun, passant de 500 000 tonnes à 1,5 million de tonnes et le Ture Eren Holding, qui contrôle le capital de Medcem Cameroun dont la capacité de production connue est de 600 000 tonnes. Il y a également la société camerounaise Mira S.A avec une capacité de production estimée à 1 million de tonne par an et soutenue par une nouvelle unité industrielle annoncée depuis 2023 dans la région du Nord et qui devrait produire non seulement du ciment sous son label Mira-Co, mais également du clinker, soit environ 700 000 tonnes par an et Cimencam, la filiale du groupe Lafarge Holcim Maroc Afrique (LHMA). Cette dernière demeure leader de la production de ce matériau de construction, avec une capacité de production installée qui devrait être portée à 2,3 millions de tonnes courant 2024 grâce à la mise en service annoncée d'une nouvelle ligne de production de 500 000 tonnes dans l'usine de Figuil, dans la partie septentrionale du pays.

Soulignons que, malgré l'augmentation des capacités de production de ciment au Cameroun, le prix du sac de ciment est jugé élevé par les consommateurs. Pour faire face à la tension inflationniste galopante, le gouvernement camerounais a donc revu à la baisse le prix du sac de ciment, une réduction d'environ 150 francs CFA par sac de 50 kilos. C'est ce que Luc Magloire Mbarga Atangana, ministre du Commerce du Cameroun, a adopté en consensus avec les acteurs du secteur dont Dangote, Cimpor et la société Mira S.A en publiant le 11 décembre dernier une grille tarifaire sur les ciments commercialisés.

Avec EcoMatin



## ASSURANCE VIE

## Wafa Cameroun porte le marché de l'assurance avec une progression de 23,72%

Avec la meilleure performance du marché en 2023 Wafa assurances vie Cameroun porte le marché camerounais de l'assurance Vie qui a progressé de 1,3%, sa plus faible progression depuis une décennie. L'assureur marocain précise son ambition de jouer les premiers rôles.

« Nous avons, pendant ces dernières années, réalisé des chiffres d'affaires qui nous ont portés à la 5e place du marché des assurances au Cameroun. Aujourd'hui, notre ambition est encore plus forte et nous souhaitons aller vers le marché des entreprises afin de passer à un cran supérieur », indiquait Driss Didi El Houari, directeur général de Wafa assurance Vie Cameroun lors du lancement de la gamme Solutions Corpo en décembre 2023. Le manager a joint la parole à l'acte car au terme de l'année 2023, l'assureur Wafa, filiale locale du groupe marocain éponyme, actif dans la branche vie depuis 2016, a réalisé la meilleure performance du marché de l'assurance vie au Cameroun. Avec une progression de près de 23,72% en 2023, Wafa Assurance Vie Cameroun porte le marché qui a progressé de seulement 1,3% en 2023, sa plus faible progression depuis une décennie.

d'affaires de 6.169.584.157 FCFA en 2022 à 7.633.025.849 FCFA, soit une augmentation en valeur absolue de 1.463.441.692 FCFA. Avec cette performance Wafa assurances vie Cameroun se maintient à la cinquième place du classement des sociétés d'assurances vie au Cameroun. Elle creuse tout de même l'écart avec sa poursuivante immédiate, la SAAR Vie qui a réalisé une performance plutôt négative avec -108.238.425 FCFA.

De manière générale, le marché de l'assurance vie au Cameroun est en constante progression, tiré en 2023 par les produits liés aux contrats individuels.

Elise Nguélé

Selon des informations issues de l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (ASAC), Wafa assurances vie Cameroun passe d'un chiffre

## LOGEMENTS SOCIAUX

# Depuis la baisse des loyers, la SIC déplore des pertes de 90 milliards de Fcfa

*Selon Ahmadou Sardaouna, le Directeur général de la Société immobilière du Cameroun (SIC), ces manques à gagner sont comptabilisés depuis 1994 (30 ans) ; année à laquelle l'Etat camerounais a baissé de 50%, les prix de loyers à la suite de la dévaluation du Fcfa.*

**A**u Cameroun, les prix des loyers en vigueur sont ceux homologués par l'Etat depuis 1994, à la suite de la dévaluation du Fcfa ; la monnaie commune aux 06 économies de la Cemas (Cameroun, Congo, Gabon, RCA, Tchad et Guinée équatoriale). Si la réduction de 50% permet aux locataires notamment aux fonctionnaires d'amortir les dépenses, elle affecte tout de même la santé financière de la Société immobilière du Cameroun (SIC) ; bras séculier de l'Etat en matière de logements sociaux.

De passage au poste national le 16 mars 2024, Ahmadou Sardaouna, le Directeur général (DG) de la SIC en poste depuis 2019, n'est pas passé par quatre chemins pour le déplorer une fois de plus. Le chiffre avancé par le top management s'apparente en moyenne, à un manque à gagner de 3 milliards de Fcfa chaque année. « *En 30 ans nous avons chiffré la perte autour de 90 milliards que l'Etat est en train de supporter. Il faut avouer que dans d'autres Nations, l'Etat s'est désengagé complètement mais ici (au Cameroun), la magnanimité du chef de l'Etat veut que ces logements soient toujours au moindre coût pour permettre de loger. Nous faisons le quart de ce qui est pratiqué au privé. Si on paie 200 000 Fcfa ailleurs, à la SIC c'est 50 000 Fcfa et en même temps, 25 000 Fcfa pour les fonctionnaires. Puisque le chef de l'Etat a autorisé depuis 1994 que les fonctionnaires soient logés à 50%. Donc, un logement de 50 000 Fcfa, un fonctionnaire paie 25 000*

*Fcfa, vous voyez que ça amène la sous-exploitation à la SIC, un manque à gagner », a-t-il déploré.*

Il faut dire que la voie des subventions est l'une des options proposées depuis des années par la Commission technique de réhabilitation des établissements publics (CTR) pour maintenir l'équilibre d'exploitation de cette entreprise publique vieille de 72 ans. L'autre suggestion de la CTR toujours en suspens consisterait en la hausse des prix des loyers de manière à couvrir les charges de fonctionnement de la SIC et de faire face à ses engagements financiers, ainsi qu'à son développement. TVA sur le dos de la SIC.

Le manque à gagner attribué au coût dérisoire des logements n'est pas l'unique difficulté rencontrée par la SIC. A en croire son Directeur général, « *le chef de l'Etat a dit de garder le statut où c'est la SIC qui paie la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Nous perdons environ 500 millions de Fcfa de TVA par an. C'est-à-dire, 300 millions de principal plus 200 millions de Fcfa de pénalités, ça nous fait 500 millions à payer dans nos propres ressources pour payer et remettre sur le plan fiscal* », fait-il remarquer.

En attendant un éventuel « *toiletage des textes* » tel que souhaité par la SIC depuis 2020, ou tout au moins, « *la finalisation de l'étude sur l'homologation des prix des loyers* » d'après la CTR, les bénéfices de



Ahmadou Sardaouna Directeur général de la SIC

l'entreprise bien qu'en dessous du milliard, sont restés au vert depuis 2019. Tenez, en 2022, renseigne la Commission, le résultat net s'est établi à 226, 9 millions de Fcfa (+14%) à travers la signature des avenants à la convention de compensation des créances entre l'Etat et la SIC. « *La dette de l'Etat vis-à-vis de la SIC représente 84% de l'ensemble de ses créances. Les autres créances sur l'Etat d'un montant de 50, 2 milliards de Fcfa sont principalement constituées du solde dû par l'Etat d'un*

montant de 40, 7 milliards de Fcfa au titre du manque à gagner du fait des mesures de baisse des loyers de la SIC pour la période 2007-2019 », note la CTR logé au ministère des Minfi (Minfi).

**Avec Ecomatin**

## ACCES A INTERNET

# Les prescriptions du gouvernement aux opérateurs télécoms face à la panne d'internet

*La ministre des Postes et Télécoms, Minette Libom Li Likeng, a récemment présidé une réunion de crise avec les opérateurs télécoms en activité au Cameroun. À l'ordre du jour : les incidents survenus sur certains câbles sous-marins desservant l'Afrique qui perturbent l'accès à l'internet dans plusieurs pays africains depuis la matinée du 14 mars 2024.*



L'accès à l'internet est perturbé au Cameroun

**A**u cours de cette rencontre, des mesures d'urgence ont été prescrites aux opérateurs par le membre du gouvernement, à l'effet de réduire l'impact de ces incidents sur l'accès à l'internet dans le pays.

Parmi ces mesures, apprend-on officiellement, il y a l'augmentation des capacités internet sur SAIL, câble sous-marin reliant le Brésil et le Cameroun, qui n'est pas concerné par les incidents susmentionnés ; la restitution systématique aux consommateurs des crédits data non

consommée suite à la panne d'internet ; l'institution de la diversification des voies d'accès internet avec des voies de redondance satellitaires. Le gouvernement camerounais recommande par ailleurs aux opérateurs « *le renforcement de la mutualisation des infrastructures, la réalisation en urgence d'un audit indépendant des réseaux des opérateurs...* ». Le régulateur des télécoms au Cameroun a été chargé de veiller à la mise en œuvre de ces différentes recommandations.

Pour rappel, c'est depuis la matinée du 14 mars 2024 que l'accès à l'internet

est perturbé au Cameroun. Dans un communiqué rendu public ce même jour, l'Association des opérateurs de téléphonie mobile a informé les consommateurs que ces perturbations sont consécutives à des « *incidents majeurs* » sur trois câbles sous-marins (WACS, SAT3 et MainOne). Le Cameroun est connecté à deux de ces trois câbles. Il s'agit notamment du WACS, dont le point d'atterrissage est à Limbé, dans la région du Sud-Ouest, et du SAT3, qui atterrit à Douala, la capitale économique du pays. Selon l'Autorité nationale des communications du Ghana (NCA), la réparation complète des différents câbles sous-marins endommagés pourrait prendre jusqu'à cinq semaines. Ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour les millions d'utilisateurs d'internet touchés par cette panne au Bénin, au Togo, au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Liberia, au Burkina Faso, au Cameroun, au Gabon, au Niger et au Nigeria.

**Christian Adong**

## BUSINESS

## La Commercial Bank Cameroun mis à prix

Le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, a annoncé dans un communiqué signé le 06 mars 2024, le processus de désengagement de l'Etat du capital de la Commercial Bank Cameroun (CBC). Le consortium de conseils qui accompagne l'Etat du Cameroun dans cette opération de cession partielle de ses 98% de parts est chapeauté par Rothschild & Co.



La CBC Bank en attente d'un repreneur stratégique

En attendant le nouvel acquéreur, il convient de souligner que la sélection d'un repreneur rentre dans le cadre de la finalisation de la restructuration de l'établissement de crédit engagé depuis 2018 et qui s'est « déroulée avec succès au vu de la finalisation de la solidité financière de la Commercial Bank Cameroun », relève Louis Paul Motaze. Le processus de sélection d'un repreneur stratégique apprend-on devrait aboutir à la signature d'un accord de rachat d'ici la

fin du premier semestre 2024, suivie de son introduction en bourse. L'opération reste toutefois soumise à la validation du gendarme du secteur bancaire de la Cemap. Selon les informations du ministère des Finances, les offres fermes des repreneurs potentiels sont attendues dans les prochaines semaines informe-t-on.

La clause de désengagement contenu dans le plan de restructuration prévoit en effet que 51% des parts soient revendus à un

partenaire de référence, 30% placés à la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique Centrale (Bvmac) basée à Douala, et l'Etat du Cameroun ne conserverait que 17%. Les 2% restants appartiennent à la compagnie d'assurance Allianz Cameroun. Avant la mise sous séquestre de ses actions en 2013, Yves Michel Fotso y détenait plus de la moitié du capital (via Capital Financial Holdings Luxembourg, 46,57 % ; Fotso Group Holdings, 2,14 % ; et Dawney Holding, 5 %). En cédant en bourse une partie de ses actions dans CBC, l'Etat du Cameroun honore non seulement ses engagements vis-à-vis de la Cobac dans le cadre du contrat de performance, mais aussi et surtout de la Bvmac. En effet, le pays, comme ses homologues de la Cemap avaient, en 2018, pris l'engagement de céder en bourse ses participations dans le capital d'entreprises publiques, parapubliques ou issus de partenariats public privé notamment dans le cadre de programmes de privatisation. L'objectif étant de renforcer le rôle du marché financier dans le financement des économies de la sous-région.

## LA CBC SUR SES BEAUX JOURS

Placée sous administration provisoire entre 2009 et 2016, CBC avait été sauvée de justesse par l'Etat du Cameroun, qui en est devenu le principal actionnaire.

Forte de ce nouveau souffle, la banque camerounaise affiche aujourd'hui une situation des plus enviables. Entre 2017, 2019 et 2020 elle a enregistré des résultats nets positifs respectifs de 1,5 milliards, 2,5 milliards et 3,6 milliards de FCFA. Selon le classement EcoMatin 2022 des banques, l'établissement piloté par Léandre Djummo affiche un total bilan de 581 milliards de Fcfa, un résultat net positif de 5,1 milliards de Fcfa et un encours de crédit de 387,4 milliards de Fcfa.

Toujours sur la période sous-revue, la banque s'est vue décerner la certification ISO 9001 version 2015 pour l'ensemble de ses activités et de son réseau bancaire au Cameroun. Elle lui a été attribuée à la suite d'un audit approfondi du Bureau Veritas. L'établissement bancaire est donc considéré comme celui ayant une meilleure prise en compte des risques et des opportunités et adapté la démarche qualité pour mieux servir la stratégie de l'organisation et maîtriser l'intégralité de la chaîne, permettant ainsi de créer de la valeur pour ses clients.

Placide Onguéné

## TRANSPORT URBAIN

## Le gouvernement va investir 2 milliards de Fcfa pour lancer la Société de Transport Garoua

Ces fonds serviront entre autres à l'acquisition d'une flotte de 26 bus, la construction d'un bâtiment administratif et d'une soute à carburant avec une cuve de 20m3 afin de faciliter la mobilité urbaine dans la capitale du Nord.

La Société de transport de Garoua (STG), au capital de 500 millions de Fcfa a officiellement vu le jour. L'acte qui crée officiellement cette entreprise a été pris la semaine dernière dans la ville de Garoua. C'était au cours d'une cérémonie présidée par le maire de la ville de Garoua, en présence des autorités administratives de la région du Nord. Pour effectivement démarrer l'exploitation de la STG, le Comité de pilotage du projet affirme qu'il faudrait au total une enveloppe de 2 milliards Fcfa.

L'enveloppe permettra de financer notamment l'acquisition d'une flotte de 26 bus de 40 places. En plus du matériel roulant, une partie des fonds servira aussi à la construction d'un bâtiment administratif, d'une soute à carburant avec une cuve de 20m3, l'aménagement d'une zone de stationnement des bus, la construction d'un air de lavage des bus, la fourniture et pose de 10 aribus électroniques. Et enfin, la fabrication et la pose de 92 panneaux de signalisation verticale d'arrêt bus pour assurer un adressage particulier aux véhicules de la Société de Transport de Garoua.

Selon les autorités locales, la STG aura pour mission de faciliter la mobilité urbaine dans cette ville en proie aux accidents de circulation impliquant les engins à deux roues (moto-taxis). Ainsi, la décision des pouvoirs publics de mettre sur pied une solution de transport en commun à Garoua est entérinée plus d'un mois après l'appel de prise de participation au capital de cette société. Pour l'heure, la société est créée, la première du genre dans la partie septentrionale du pays, mais ses activités premières (transport des personnes) sont loin de démarrer.

## 300 FCFA LE PRIX DU TRANSPORT

Il faut noter que les bus de la Société de Transport de Garoua vont desservir cinq lignes de 8 ou 9 kilomètres avec un tarif de transport fixé à 300 Fcfa, selon certaines sources. Sur le point de départ des Brasseries de Garoua, la STG va desservir l'axe carrefour Barbara Djamboutou, la ligne Beac – base aérienne – hôpital général, Beac – Carrefour Poumpoumre, la ligne Beac – Pont Bénoue – Mairie de Garoua 3e et la ligne Carrefour Yelwa – Total – Carrefour Laindé.

Le projet de bus de transport urbain lancé à Garoua est financé en mode partenariat public-privé (PPP). Plus en détails, l'Etat du Cameroun, à travers le budget



La Société de transport de Garoua encours d'opérationnalisation

d'investissement public (BIP) du ministère de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu) va injecter 250 millions de Fcfa dans le cadre de ce projet. Piloté par la Communauté urbaine de la ville de Garoua, cette dernière, avec ses trois communes (Garoua 1er, 2e et 3e) devra mobiliser un investissement de 165 millions de Fcfa, (soit les 33% du capital de STG). En outre, les actionnaires privés apporteront une contribution de 335 millions de Fcfa. Et pour atteindre les 2 milliards de Fcfa

sollicités pour la mise en œuvre de la STG, les pouvoirs publics vont faire recours à un emprunt bancaire (ou toute autre forme de crédit) de 1,250 milliard de Fcfa. A date, l'établissement de crédit n'est pas encore connu, mais les CTD affirment déjà avoir mobilisé leurs côtes respectives de 33%.

Omer Kamga

## FUSION ABSORPTION

## L'assureur Allemand Allianz va absorber les branches vie et non-vie de Sanlam au Cameroun

*Cette fusion-absorption qui va donner naissance à SanlamAllianz Cameroun Assurances Vie et SalamAllianz Cameroun Assurances sera approuvée au cours d'une assemblée générale extraordinaire.*

Trois mois après l'amorce de leur fusion, qui découlait de la décision de leurs maisons mères de s'unir afin de créer un géant des assurances en Afrique, Allianz Cameroun et Sanlam Cameroun viennent de livrer de nouveaux détails concernant cette union. En effet, dans un avis favorable de fusion publié dans les colonnes de Cameroon Tribune que Defis Actuels a pu consulter, l'on apprend que la filiale locale du groupe allemand Allianz va absorber les branches vie et Non-vie de Sanlam Cameroun afin de donner naissance à deux entités baptisées SanlamAllianz Cameroun Assurances et SanlamAllianz Cameroun Assurances vie. Concrètement, en ce qui concerne l'opération d'absorption de sa branche non vie, Sanlam Assurance Cameroun fera un apport de son actif évalué à 39,023 milliards de FCFA ainsi que de son passif qui s'élève à 37,61 milliards de FCFA, soit actif net de 1,35 milliard apporté au capital d'Allianz Cameroun Assurances. « La transmission à titre universel du patrimoine de la société absorbée à société absorbante sera rémunérée par l'attribution aux actionnaires de la société absorbée de 40 557 actions nouvelles d'un montant nominal de 30 000 FCFA chacune, entièrement libérées », peut-on lire dans l'avis favorable susmentionné. Dans le même temps, Allianz Cameroun va procéder à une augmentation de son capital social pour un montant total de 1,21 milliard

de FCFA « pour le porter de 6 milliards de FCFA à 7,21 milliards de FCFA par création de 40 557 actions ordinaires nouvelles, lesquelles seront attribuées directement par la société absorbante aux actionnaires de la société absorbée », précise par ailleurs le même document. En outre, le montant prévu pour la prime de fusion s'élève à 1,34 milliards de FCFA.

Pour ce qui est de l'absorption de la branche vie de Sanlam par Allianz, on note une légère complication née du fait que la différence entre l'actif et le passif apportés par Sanlam Life Insurance Cameroon, évalués respectivement à 16,54 milliards de FCFA et 19,82 milliards de FCFA, affiche un solde négatif de -3,28 milliards de FCFA. Eu égard de cette situation, les parties ont décidé « de considérer la valeur d'un franc symbolique, et, toujours symboliquement, de rémunérer les actionnaires de la société absorbée d'une action chacun ». Toutefois, les deux entreprises sont tombées d'accord pour une injection de 3,35 milliards de FCFA dans le capital de SanlamAllianz Cameroun Assurances vie, immédiatement après la décision de l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante décidant de la fusion.

Pour finir, 2 522 nouvelles actions seront



créées, puis attribuées directement par Sanlam Cameroun assurance. Pour mémoire, la fusion des deux branches vie et non vie de Salam et d'Allianz va automatiquement donner naissance à un géant national des assurances. Selon les données du ministère des Finances, Allianz Vie occupe la première position du classement des meilleurs assureurs Vie avec 28,62% des parts du marché local. Quant à Sanlam, sa filiale locale contrôle

3,48% de ce segment. Calculette à la main, on constate que l'union des deux compagnies va leur permettre de contrôler plus de 32% des parts du marché de la branche Vie. Sur les deux branches, leur part de marché cumulé est estimé à 23,1%.

Cédric Boyomo

## CEMAC

## La BEAC émet des bons pour prélever 150 milliards auprès des banques après l'échec de février

*En mars et en avril, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) va lancer trois opérations d'émission des « Bons Beac » dans le but de capter 150 milliards de FCFA auprès des établissements de crédits opérant dans la zone Cemac.*



Le lundi 18 mars 2024, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a mis en branle la première des trois opérations d'émission des Bons Beac qu'elle a prévu de lancer sur le marché des titres publics de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique

centrale (Cemac) aux mois de mars et d'avril. A travers cette première opération, la Banque centrale espère lever 50 milliards auprès des établissements de crédits dans la zone Cemac au taux fixe de 3,50% pour une maturité de 28 jours.

Deux autres émissions vont intervenir le 25 mars 2024 et le 1er avril de la même année avec des objectifs de collecte de 50 milliards de FCFA. Pour ces opérations, la Beac propose une maturité de 14 jours et un taux fixe de 2,50%. Ce n'est pas la première fois que l'institution financière commune aux 6 pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Tchad, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, Gabon) émet sur le marché des titres publics, ces instruments financiers approuvés en décembre 2023 par le Comité de politique monétaire.

La toute première qui a été lancée le 9 février 2024 s'est soldée par un échec cuisant. La Banque centrale l'a même déclarée infructueuse. De l'avis des experts, le manque d'engouement des investisseurs pour ces titres publics a certainement été motivé par les conditions qui les accompagnent.

En effet, comme condition de participation, la Beac a décidé de rappeler aux potentiels investisseurs qu'il leur est interdit de « solliciter les facilités de la Banque centrale durant la période de maturation de l'instrument émis ». Cette mention figure cette fois encore, dans le calendrier d'émission publié par la Beac le 19 mars 2024. Cette dernière, associée à

la faible attractivité des taux pratiqués par la Beac, qui sont moins élevés que certains Bons de Trésor assimilables de 13 semaines pour un taux moyen de 6,2%, proposés par les trésors publics, rappellent nos confrères de Sika finance, laissent présager un nouvel échec de la Beac sur le marché des titres publics. Pour mémoire, après le relèvement successif de ses principaux taux directeurs pour durcir le refinancement des banques commerciales auprès de la Banque centrale, l'augmentation du volume de liquidité prélevé dans les banques chaque semaine et la suspension des opérations d'injection de liquidité dans le système bancaire de la Cemac, La Banque centrale a pensé à l'émission des Bons du Trésor pour combattre l'inflation en zone Cemac. En effet, l'objectif des « Bons Beac » est « d'assécher davantage les banques. La banque centrale espère que cela va se répercuter sur le coût du crédit bancaire et restreindre ainsi son accès aux agents économiques. Ce qui devrait réduire la création monétaire dans l'espace Cemac, souvent à l'origine de la hausse généralisée des prix (inflation) que la Beac entend ainsi combattre », indiquent nos confrères d'Investir au Cameroun.

André Noir

LA FIRST BANK  
VOUS DONNE

Carte  
**Blanche**

Souscrivez à votre

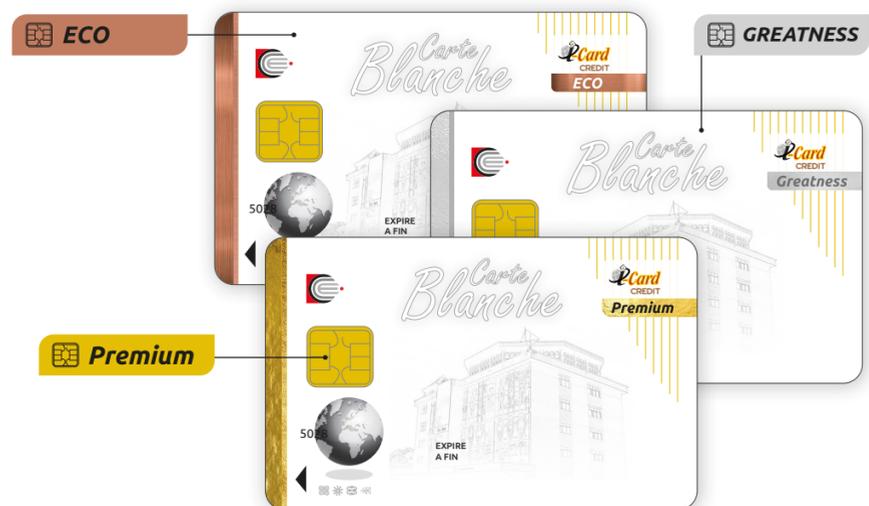
Carte  
**Blanche**

POUR VOS

**Crédits à Court Terme**

- Fini les **files d'attente en agence**
- Fini les **dossiers de crédits**
- Fini les **attentes de validation**

Notre gamme



L'intérêt de la clientèle est notre priorité



222 51 80 50 / 679 00 96 26

653 46 53 46

qualite@afilandfirstbank.com

www.afilandfirstbank.com



**Afriland First Bank**